



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Arrêté n °2015089-0008**

**signé par**  
**Pour le préfet et par délégation, le Secrétaire Général, Thierry SUQUET.**

**le 30 Mars 2015**

**63 - DREAL**  
**UT 63 et UT 03**

Arrêté mettant en demeure la société  
Pouzzolanes Légères de constituer des  
garanties financières pour l'exploitation de la  
carrière située au lieu- dit "Chavanon", sur le  
territoire de la commune de Combronde



**PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE  
PRÉFET DU PUY DE DÔME**

**DIRECTION RÉGIONALE DE  
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET  
DU LOGEMENT,**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure de  
constituer des garanties financières pour  
l'exploitation de la carrière au lieu-dit  
« Chavanon »  
Installations Classées pour la Protection de  
l'Environnement  
Société des Pouzzolanes Légères**

**Le Préfet de la région Auvergne  
Préfet du Puy-de-Dôme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5, L.516-1, R.516-1, R.516-2 ;

VU l'arrêté préfectoral N° 03/01121 délivré le 22 avril 2003 à la société des Pouzzolanes Légères pour l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de porphyre et ses installations annexes au lieu-dit "Chavanon", sur le territoire de la commune de Combronde, concernant notamment la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'article 16 de l'arrêté préfectoral N° 03/01121 délivré le 22 avril 2003 susvisé qui dispose dans le premier, troisième et quatrième alinéa de son paragraphe 16-2 :

« La garantie financière sera constituée sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance ; Cet acte sera conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté ministériel du 01 février 1996 »

« Les renouvellements successifs de la garantie financière actualisée courant les périodes suivantes seront également adressées au préfet, au moins six mois avant l'échéance de la garantie en cours »

« Indépendamment des sanctions pénales qui pourront être engagées, l'absence de garantie financière, constatée après mise en demeure, entraînera la suspension de l'autorisation »

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 16 avril 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au projet d'arrêté de mise en demeure ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral N°03/01121 délivré le 22 avril 2003 susvisé ;

Considérant que ce manquement peut présenter des dangers et inconvénients résultant de la non-garantie de la mise en sécurité de cette installation, compte tenu de l'absence de couverture de la remise en état de cette exploitation par la constitution de garanties financières ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement en mettant en demeure la société des Pouzzolanes Légères de respecter les prescriptions des dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme.

## ARRÊTE

### ARTICLE 1

La Société des Pouzzolanes Légères, dont le siège social est situé à Pagnat 63 410 Charbonnières les Varennes, exploitant une carrière de porphyre au lieu-dit «Chavanon» sur la commune de Combronde, est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2003 en procédant au renouvellement de la constitution de garanties financières actualisées.

### ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

### ARTICLE 3

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

### ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié à la société des Pouzzolanes Légères et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Maire de la commune de Combronde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Auvergne

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Clermont-Ferrand, le 30 mars 2015

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

Thierry SUQUET

